



# BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE CENTRALE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE YAOUNDE

Juin 2021

## Zoom sur le secteur du ciment en zone CEMAC

Le secteur du ciment en zone CEMAC a connu un essor remarquable sur les dernières années. Longtemps le fait d'une poignée d'opérateurs, le secteur a connu sur la dernière décennie l'arrivée de nouveaux investisseurs, en réponse à une demande croissante liée aux grands projets structurants engagés (au Cameroun et au Gabon, notamment), ainsi qu'à l'augmentation des constructions de logements privés face à une croissance urbaine importante, et favorisée par les interdictions d'importations mises en place, notamment au Cameroun.

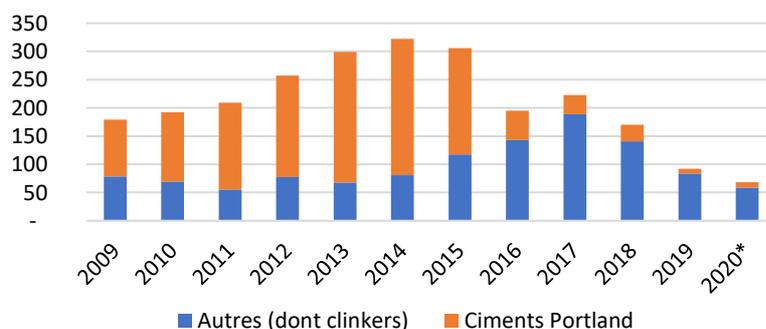
### LE CHIFFRE À RETENIR

# 10 Mt

de capacité de production  
annuelle estimée de ciment  
installée en zone CEMAC

CIMENCAM (groupe Lafarge) qui a longtemps été l'unique opérateur dans le secteur au Cameroun a ainsi été rejoint à partir de 2014 par CIMAF (Maroc), DANGOTE Cement (Nigéria), MEDCEM (Turquie), puis MIRA Company (Cameroun). Le groupe CIMAF s'est également installé au Congo et au Gabon, où il a racheté 75 % des parts de Ciments du Gabon au groupe allemand Heidelberg Cement. Il est présent au Tchad depuis 2017 aux côtés de la SONACIM (créée en 2012), la société nationale de ciment qui a connu 2 ans d'arrêt d'activité avant d'être relancée en décembre 2020.

### Importations de Ciments en zone CEMAC



Source : ITC (Comtrade), données miroirs  
\*données partielles

Grâce à cette ouverture à la concurrence, et aux investissements réalisés, la capacité de production globale dans la zone a connu une nette augmentation et se situerait désormais autour de 10 Mt par an, amenant la zone à une quasi autosuffisance, réduisant fortement les importations, de 300 M€ en 2014, à moins de 100 M€ en 2020 (graphique ci-contre).

Le Cameroun représente la moitié de cette capacité, soit environ 5 Mt par an pour une demande annuelle estimée à 3 Mt. Une partie de la production est donc exportée vers les autres pays de la sous-région, notamment et principalement vers la **Centrafrique qui ne dispose d'aucune** cimenterie. Au Tchad où le Cameroun exportait auparavant, le ciment camerounais a progressivement disparu du marché **depuis l'arrivée de CIMAF**. Au Congo, **d'importantes capacités de production sont installées**, Dangote en tête, à côté de CIMAF, **l'indien DIAMOND Ciment**, et les chinois SONOCC et FORSPAK. La production du pays (2,8 Mt en 2019) est désormais excédentaire en raison de la baisse de la demande intérieure, le secteur du BTP étant en retrait suite à la baisse importante des investissements publics (3 % du PIB en 2020 contre 15 % en 2015), entraînant une petite exportation vers les autres pays de la sous-région. Au Gabon, la capacité de production du pays **devrait s'accroître considérablement avec l'arrivée récente de Dangote** (investissement de 45 Mds FCFA pour une unité de production qui sera opérationnelle en 2021). Si la zone continue à importer le clinker, nécessaire à la production de ciment, la Guinée équatoriale reste à ce stade le seul pays à dépendre encore des importations de ciment en provenance de l'extérieur de la sous-région (Turquie, principalement).

## Régional

### Projets intégrateurs : Contrat de construction du barrage de Chollet attribué au groupe chinois CGGC

L'accord de concession signé le 12 avril 2021 entre les ministres camerounais et congolais de **l'Énergie et le responsable de la China Gezhouba Group Company (CGGC)**, porte sur la réalisation **de l'étude environnementale et la construction** du barrage, ainsi que la centrale hydroélectrique de Chollet. La CGGC devra ainsi construire dans **le cadre d'un contrat Build Operate Transfer (BOT)** un barrage de 108 m de hauteur, formant une chute de 85 m sur la rivière Dja qui traverse le Cameroun et le Congo avant de rejoindre la rivière Sangha, elle-même affluent du fleuve Congo. Le coût du projet est estimé à 700 M USD et la fin des travaux prévue pour 2025. La capacité de production de cet aménagement hydro-électrique est estimée à 600 MW.

## Cameroun

### Décaissement de la dernière tranche de l'aide budgétaire 2017-2020 de la Banque Mondiale

La Banque Mondiale a approuvé le 19 Avril 2021 le décaissement de la troisième tranche de son aide budgétaire 2017-2020, de 100 M USD soit 54 Mds FCFA en faveur du Cameroun. Ce financement vise à aider le gouvernement à faire face à la pandémie de Covid-19 tout en accélérant les réformes en faveur de **l'assainissement budgétaire et de l'amélioration** de sa compétitivité. Le programme de réformes financées par cette opération de soutien budgétaire devrait par ailleurs avoir des effets positifs sur la réduction de la pauvreté via les transferts monétaires, notamment, qui assureront un soutien direct aux groupes vulnérables qui ont perdu leurs sources de revenus en raison de la crise et des mesures de restriction.

## Création du comité de suivi-évaluation de la mise en œuvre de la Stratégie nationale de développement SND30

Le comité a été créé le 23 mars par décret du Premier ministre. Placé sous la tutelle du **Ministre de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire**, **Alamine Ousmane Mey**, il est chargé de veiller à la finalisation des projets et réformes entamés dans le cadre du Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (Dsce) et d'assurer le suivi et l'encadrement technique et opérationnel de l'ensemble des travaux relatifs à la mise en œuvre de la stratégie de développement du pays sur les dix prochaines années. Ce comité est composé entre autres des secrétaires généraux des ministères, des directeurs des structures en charge des impôts, de la douane, des statistiques et du recensement, des représentants des collectivités territoriales décentralisées et de la société civile.

## Tenue de la 5<sup>ème</sup> réunion statutaire du comité APE Cameroun-Union européenne

Co-présidée par le Secrétaire général du **Ministère en charge de l'économie et le chef de l'Unité ACP** à la **Direction générale du commerce de la Commission européenne**, cette réunion s'est déroulée les 26 et 27 avril 2021 et a permis aux deux parties d'échanger sur les aspects commerciaux et les mesures d'accompagnement de la mise en œuvre de l'APE bilatéral qui lie les deux partenaires depuis 2014. Les parties ont convenu de la finalisation prochaine du projet de **protocole commun sur les règles d'origine, pour une meilleure exécution de l'Accord**. Il en ressort également que sur le volet « renforcement des capacités et mise à niveau des économies de l'Afrique centrale dans le cadre de l'APE », les discussions en cours dans le cadre de programmation 2021-2027 ont identifié de possibles mesures de soutien à la mise en œuvre de l'APE qui portent sur l'appui au climat des

affaires, aux investissements, au commerce et aux chaînes de valeur.

## Plan de relance : appel à manifestation d'intérêt pour la mise en place de trois fonds d'appui au secteur productif

En vue de la mise en œuvre d'un fonds de relance post Covid, le Cameroun a lancé un appel à manifestation d'intérêt via le **Ministère de l'économie et de la planification (Minepat)** pour le recrutement d'un partenaire financier. Le Minepat souhaite se faire accompagner dans la mise en place de trois guichets de financement d'une dotation globale de 7 Mds FCFA. Il s'agit d'un fonds de 2 Mds en soutien aux très petites entreprises et petites entreprises, d'un fonds de 1Md en soutien aux start-up et entreprises innovantes et d'un fonds de garantie de 4 Mds destiné aux moyennes entreprises. Cette enveloppe provient des 10Mds alloués au Minepat lors de la répartition des fonds du **Compte d'affectation spécial dédié à la réponse Covid**. Ce fonds de solidarité est doté de 150 Mds FCFA pour le compte de l'année 2021.

## Signature d'un accord-cadre triennal de 750 M USD avec l'ITFC

Le **Ministre de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire** et le **Directeur Général de la société internationale de financement du commerce (ITFC)** ont procédé à la signature de la convention le 12 avril 2021. La convention porte sur un accord-cadre de 750 M USD à travers lequel l'ITFC mettrait à la disposition du Cameroun une enveloppe de 250 M USD par an sur une période de trois ans pour faciliter les importations de produits de base dans les secteurs de l'énergie, des mines, et de la santé, à travers l'ouverture de lignes de financement auprès des banques locales et institutions financières. Une deuxième signature a porté sur un accord de financement Murabaha de 98 M EUR en faveur de la Sodecoton, destiné à faciliter l'approvisionnement de cette dernière en intrants agricoles.

## Citigroup, JPMorgan et la Société Générale, arrangeurs pour le refinancement de l'Eurobond 2015

L'arrangement de l'opération de refinancement de l'Eurobond émis en 2015 autorisée le 24 mars 2021 par le Chef de l'Etat camerounais, serait confié aux branches d'investissement des groupes bancaires américains (Citigroup et JPMorgan) et français (Société Générale). Sur la bourse de Dublin [où l'eurobond est coté](#), le prix demandé à l'échange pour l'Eurobond atteint le 18 mai un point haut (autour de 122 \$), soit un rendement effectif autour de 6 %.

## Congo

### Le Congo-Brazzaville obtient une extension de l'initiative du G20 de suspension du service de la dette

À l'occasion de son séjour de travail à Brazzaville, Franck Riester, ministre délégué chargé du Commerce extérieur et de l'Attractivité de la France, a signé le 16 avril avec le Ministre des finances et du budget congolais, l'avenant à l'accord prolongeant jusqu'au 30 juin 2021 la suspension du service de la dette congolaise à l'égard de la France. Cet accord s'inscrit dans le cadre de l'initiative de suspension du service de la dette (ISSD) décidée en avril 2020 par le G20 et le Club de Paris en raison de la crise sanitaire. Les ressources ainsi libérées devraient être orientées en priorité vers les dépenses visant à atténuer l'impact sanitaire, économique et social de la pandémie de Covid-19.

### Lancement officiel de la garantie Choose Africa Resilience

Lors de son séjour de travail à Brazzaville, le ministre délégué chargé du Commerce extérieur et de l'Attractivité de la France a également signé avec le Directeur général de la Société générale Congo (SGC) le 16 avril, un accord officialisant le lancement au Congo de la garantie Choose

Africa Resilience. Cette garantie, accordée par le Groupe Proparco/AFD à la SGC, vise à couvrir l'octroi de prêts aux TPE et PME congolaises affectées par la crise sanitaire pour un montant de 2 MEUR. Elle s'inscrit dans la poursuite de l'initiative Choose Africa lancée en 2019 qui consacre un financement supplémentaire de 1 MdEUR dédié aux entreprises fragilisées par la crise sanitaire.

### Accord de financement de 41,8 M USD de la Banque Mondiale pour la réduction des émissions dues à la déforestation

L'État congolais a signé fin avril un accord avec le Fonds de Partenariat pour le Carbone Forestier (FCPF) de la Banque mondiale qui permettra de débloquer jusqu'à 41,8 MUSD pour le programme de réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts et l'augmentation de la séquestration du carbone, communément appelé REDD+. Cet accord de paiement des réductions d'émissions (ERPA) récompensera les efforts visant à réduire 8,4 Mt d'émissions de carbone jusqu'en 2025. Il sera mis en œuvre dans les départements de la Sangha et la Likouala, qui comptent près de 60 % des forêts congolaises, et permettra d'expérimenter le système REDD+.

## Gabon

### Transfert des actifs de l'Etat vers son fonds souverain d'une valeur de 184 Mds FCFA

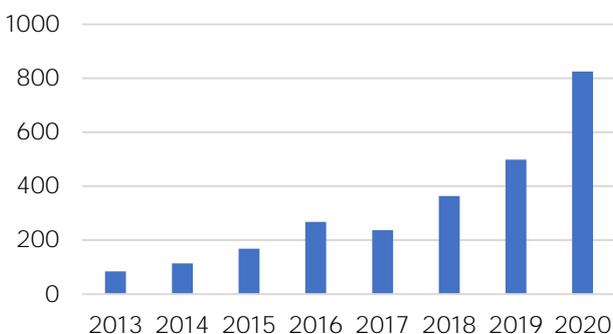
Le jeudi 29 avril, un projet de décret portant transfert au Fonds Souverain de la République Gabonaise (FSRG), des participations de l'Etat au capital des sociétés BICIG, UGB et Gabon Télécom a été entériné. Ainsi, les actifs détenus par l'Etat dans ces trois sociétés privées – 49 % dans Gabon Télécom, 26,1% dans l'UGB et 21 % dans la BICIG- d'une valeur globale de 184 Mds FCFA (280 M€), s'apprêtent à être

transférés au FSRG dont le Fonds gabonais d'investissements stratégiques (FGIS) est le gestionnaire. Ce transfert suit les demandes du FMI de cession d'actifs de l'Etat et vise à optimiser et à préserver la participation de l'Etat dans ces sociétés. Ce transfert d'actif permettra également au FGIS d'équilibrer son bilan.

## Baisse de 22 % des crédits bancaires accordés à l'Etat par les banques commerciales

Alors que le niveau d'endettement de l'Etat gabonais a dépassé le seuil communautaire de 70 % du PIB fixé par la CEMAC, les crédits accordés à l'Etat et aux entreprises publiques ont fortement baissé en 2020. D'après la commission bancaire d'Afrique centrale (Cobac), les crédits bancaires accordés à l'Etat gabonais affichent depuis 2018 une diminution constante. Ces crédits ont connu une baisse de 22,1 % entre 2019 et 2020 (344,2 Mds FCFA en 2020 contre 441,7 Mds en 2019). La baisse de crédits à l'Etat suit relativement la même courbe que les crédits aux entreprises publiques qui affichent eux une baisse de 11,7 % (14,4 Mds FCFA en 2020 contre 16,3 Mds en 2019). Cette baisse est toutefois à mettre en relation avec un recours de plus en plus important du pays au marché des titres de la BEAC. L'encours des bons et obligations du trésor gabonais a ainsi plus que doublé en trois ans, de 364 Mds FCFA en 2018 à 826 Mds en 2020.

Encours des valeurs du trésor gabonais sur le marché des titres de la BEAC (En Mds FCFA)



Source: BEAC

## Guinée équatoriale

### Retrait de Tullow Oil de l'exploitation pétrolière

La société britannique Tullow Oil a achevé le 31 mars 2021 la vente de ses parts dans le champ Ceiba et le complexe Okume à Panoro Energy pour un montant de 89 M USD. Elle marque ainsi son retrait du pays après 18 ans d'activité. Du fait de difficultés financières importantes auxquelles s'est ajoutée la crise sanitaire, l'entreprise avait annoncé déjà un mois plutôt sa décision de se séparer d'une partie de son portefeuille en Afrique Centrale.

### Nomination du ministre des finances à la Conférence des ministres africains des finances

La Guinée équatoriale a été désignée pour présider le nouveau Bureau de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification, et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique. A l'issue de la 53e Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de l'UA tenue du 17 au 23 Avril 2021 à Addis-Abeba, Valentin Elá Mayé Mbá, Ministre des finances équato-guinéen, a annoncé vouloir axer son mandat sur les thématiques liées à l'accord de libre-échange continental, à la diversification des économies, à la numérisation et la promotion du capital humain. pour réaliser les aspirations des différents pays établis dans l'Agenda 2063 de l'Union africaine et ainsi atteindre les cibles des objectifs de développement durable (ODD).

## RDC

### Annnonce du programme d'actions 2021-2023 du nouveau gouvernement

Après plusieurs mois d'attente, le nouveau gouvernement a été nommé le 12 avril et investi deux semaines plus tard (26 avril) par l'Assemblée Nationale. Le nouveau Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge, a déroulé le programme d'actions de son gouvernement sur la période 2021-2023. Evalué à 36 Mds USD (environ 2/3 du PIB du pays), ce programme triennal vise à faire de la RDC un « *Etat fort, prospère et solidaire* ». Il est articulé autour de quatre grands secteurs : (i) politique, défense et sécurité, (ii) économie et finances, (iii) reconstruction, et (iv) secteur social et culturel. Ce programme qui semble s'inscrire dans la continuité des mesures phares du Président Tshisekedi et « *les réformes restées en*

*souffrance* », devra s'exécuter parallèlement à la mise en application plus complète des lois adoptées par les gouvernement précédents (notamment les lois sur la sous-traitance, les marchés publics, les petits commerces).

## Sao Tomé & Príncipe

### Date de l'élection présidentielle fixée

L'élection présidentielle 2021 à Sao Tomé & Príncipe a été fixée au 18 juillet 2021. Le président est élu au scrutin uninominal majoritaire à deux tours pour un mandat de 5 ans, reconductible une seule fois. Le président sortant, Evaristo Carvalho, âgé de 80 ans, a annoncé qu'il ne se représenterait pas.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)